

ARRÊTÉ DU MAIRE

OBJET : DEMENAGEMENT

Le Maire de la Commune de MIREVAL

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relatives aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R417- 10 10°, R325-12 à R325-46, R411-21-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2213-1 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 ;

Vu la demande de Monsieur HERMET Rodolphe d'organiser son déménagement à Mireval 34110, place de l'Eglise le 13 Avril 2024 de 8h00 à 12h00 ;

Considérant qu'il est nécessaire, pour la mise en place du déménagement et pour éviter tout accident, de réglementer le stationnement sur cette voie ;

ARRÊTE

Article 1 : **Interdit le stationnement** sur 1 place situé Plan de l'Eglise, rue de l'Eglise à MIREVAL (34110), le 13 Avril 2024 de 08h00 à 12h00.

Article 2 : **Autorise** Monsieur HERMET Rodolphe, à stationner son véhicule sur cet emplacement, à MIREVAL (34110), le 13 avril 2024 de 08h00 à 12h00.

Article 3 : **Signalisation** : Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle (Intérieur, Travaux Publics) sur la signalisation routière. Ils sont responsables des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Une signalétique est mise à disposition par les services techniques de la commune, sur le site.
Il reste à la charge du demandeur de la mettre en place et de la retirer, le jour concerné.

Article 4 : Le non-respect des dispositions citées au présent arrêté expose son contrevenant aux sanctions prévues par le Code de la Route et notamment la mise en fourrière immédiate du véhicule en infraction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services, le Chef de Police Municipale, le Responsable des Services Techniques et le Commandant de Brigade de la gendarmerie de Villeneuve les Maguelone sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Affiché le 10/04/2024

Fait à Mireval,
Le 9 Avril deux mille vingt-quatre

Le Maire,
Christophe DURAND

